

*Souhail ampute la flambée du chômage aux flux migratoires*

# Bientôt l'immigration choisie au Maroc ?

Imane Nigrou

inigrou@aujourd'hui.ma

Il semblerait que le Maroc, qui a longtemps critiqué la politique migratoire française à l'égard de ses ressortissants, est sur la voie d'emprunter cette même politique. En effet, dans une déclaration très proche de celle de la droite française, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, Abdelouahed Souhail, a justifié les raisons de la crise de l'emploi des jeunes au Maroc par, entre autres, «l'afflux des Subsahariens sur le Maroc et l'intérêt grandissant affiché par des ressortissants des pays du Nord pensant y trouver des niches insuffisamment exploitées». Une déclaration qui n'a pas été sans «choquer» plusieurs acteurs de la société, y compris ces étrangers visés par les propos du ministre.

Ayant pris part jeudi dernier au siège des Nations Unies à une conférence sur la crise de l'emploi des jeunes, le ministre de l'emploi, Abdelouahed Souhail a annoncé que les «flux migratoires amplifient la crise de l'emploi au Maroc et peuvent aussi influencer négativement sur les réalisations des politiques publiques nationales, en les rendant inefficaces et insuffisantes pour absorber l'important flux migratoire».

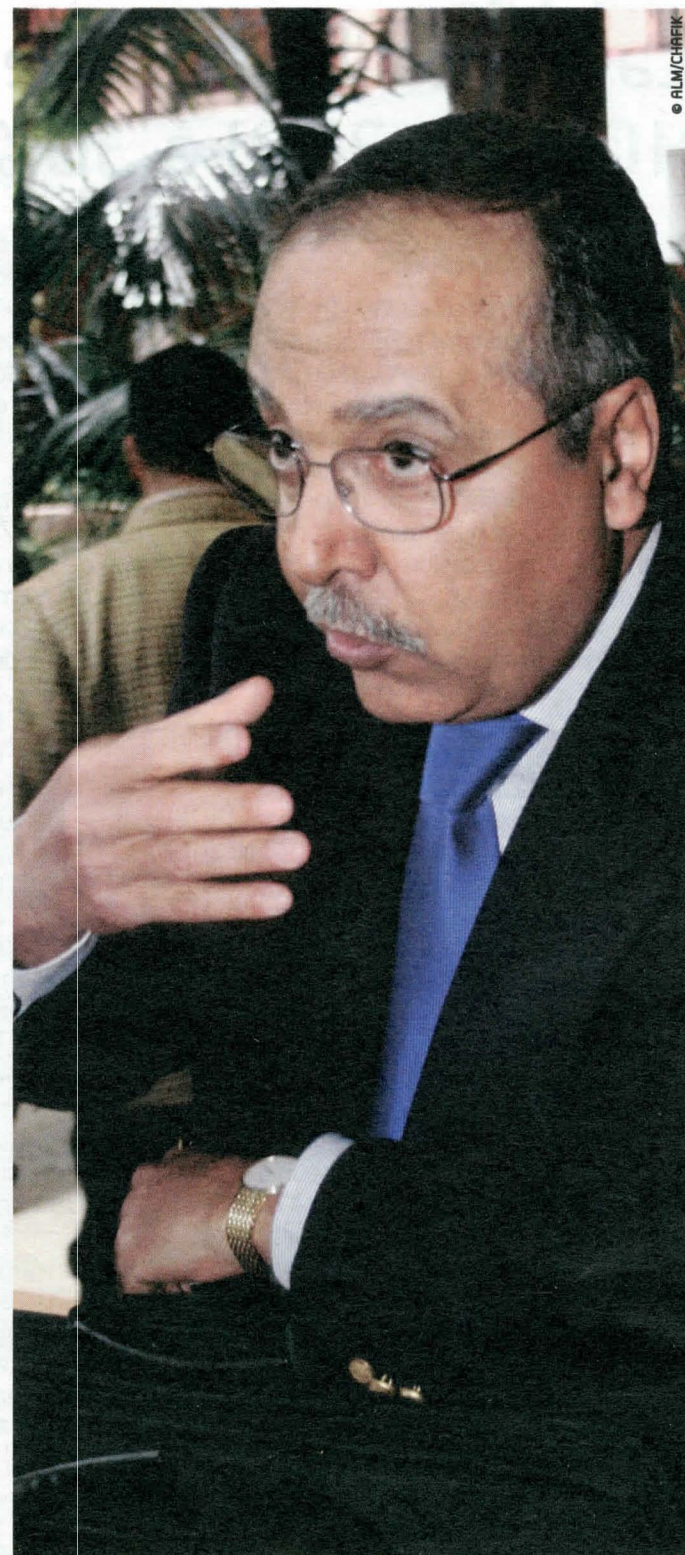
Comment serait-il possible que les 10% de chômeurs au Maroc souffriraient tant de la présence des travailleurs immigrés qui ne dépassent pas le seuil des 1%? C'est la question à laquelle Bassirou Ba, journaliste d'origine sénégalaise exerçant au Maroc, voudrait avoir une réponse. Dans une déclaration à ALM, il se dit surpris des propos du ministre dans la mesure où il serait démesuré de parler de «seuil de tolérance» quand il est question de la population subsaharienne tra-

villant légalement au Maroc. Selon lui, «cette population subsaharienne représente moins de 0,5 pour mille de la population marocaine totale, soit, en proportion, 20 fois moins que la population marocaine vivant à l'étranger qui, elle, se situe aux alentours de 4 millions». Il faut savoir cependant que, historiquement, la faute est toujours amputée aux étrangers. Ce scénario qu'a vécu la France depuis l'adoption de l'immigration choisie avec le gouvernement Sarkozy depuis 2007 est en train de se faire calquer, à petits pas, au Maroc. C'est ce que constate Ferdinand Demba, un Gabonais travaillant dans la presse au Maroc. Pour lui, «ce n'est pas la première fois que les étrangers sont pris comme boucs émissaires. Ce qui est le plus affligeant c'est

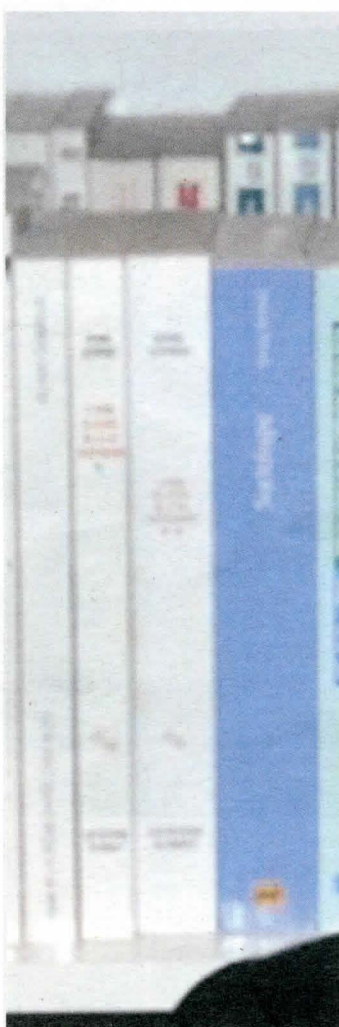
*«Ce n'est pas la première fois que les étrangers sont pris comme boucs émissaires. Ce qui est le plus affligeant c'est de constater l'absence de logique dans les propos avancés par le ministre».*

de constater l'absence de logique dans les propos avancés par le ministre. Comment 0,28% d'étrangers au total au Maroc peuvent faire de l'ombre à 10% de chômeurs?» Quant à Halima Aminata, une Sénégalaise qui vit au Maroc depuis cinq ans, il est tout à fait normal que les Marocains s'inquiètent quelque

peu de l'arrivée massive de Subsahariens ces dernières années. «Ce pays a le droit de réguler ses flux migratoires en fonction de ses besoins». Elle estime toutefois qu'il serait de «l'hypocrisie d'adopter des discours d'accueil aux immigrés, leur offrir des bourses qui doublent d'année en année pour qu'en fin de compte les traiter de «frein de développement du pays». Somme toute, il suffirait de faire un retour en arrière et voir les conséquences d'une telle politique pour comprendre qu'éradiquer les maux de la société ne peut se faire au détriment d'une minorité quelconque, en l'occurrence l'étranger, pour qui il n'est déjà pas évident de ne pas jouir de tous ses droits au Maroc. ■



Abdelouahed Souhail  
Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle.



«Les  
immigrés  
contribuent  
à créer de  
la richesse  
et donc du  
travail»

© D.R.

## Entretien avec Mehdi Alioua

Sociologue,  
président du Gadem  
(Groupe antiraciste  
de défense et  
d'accompagnement  
des étrangers et  
migrants au Maroc)

**ALM : Peut-on réellement accuser les 0,28% d'immigrés travailleurs au Maroc de la flambée du chômage que connaît le pays?**

**Mehdi Alioua :** Bien sûr que non ! Nous savons que de manière générale, les immigrés ne «prennent pas la place» des travailleurs autochtones, que le marché du travail n'est pas un espace en vase clos où des cohortes entrent ou sortent mécaniquement. Souvent même, les immigrés contribuent à créer de la richesse et donc, potentiellement, du travail. Et là, je parle pour des pays où il y a 10% de travailleurs étrangers. Alors, concernant le Maroc, avec un nombre très faible et extrêmement disparate de travailleurs étrangers (des cadres, des ouvriers, des commerçants ambulants, des médecins, des femmes de ménages etc.), il est totalement ridicule de parler de pression sur le marché du travail au détriment des nationaux.

**Y aurait-il un double discours de la part de l'Etat ? Pourquoi donc ouvrir les portes aux travailleurs immigrés?**

Le Maroc a besoin de travailleurs qualifiés. Ils viennent combler un vide, car nous ne formons pas suffisamment en nombre et surtout en qualité de diplômés dans tous les secteurs d'activité, notamment

dans les services (le management et l'administratif), pour accompagner notre volonté de développement. Si nous arrivons à maintenir ce rythme de croissance, il faudra nécessairement trouver des travailleurs dans certains domaines, et nous ne sommes pas en mesure de les former rapidement. Cela freine par exemple les investissements étrangers ou nationaux qui ont parfois beaucoup de mal à trouver certains profils, pour le plus grand bonheur des cabinets de recrutement qui ont du pain sur la planche ! Autre exemple : avec les grands chantiers (Tanger Med, parcs hôteliers, etc.) un nombre important de travailleurs du bâtiment et de la construction a été mobilisé générant une tension sur ce marché de l'emploi. Tout un ensemble de petits entrepreneurs du bâtiment (peintres, carreleurs, électriciens etc.) ont du mal, dans les grandes villes comme Rabat ou Casablanca, à trouver des employés pour les épauler. Ainsi, certains migrants, essentiellement originaires de l'Afrique subsaharienne, ont pu trouver des petits boulots, souvent non déclarés et mal payés.

**Tenant compte de ce que vous avancez. Pensez-vous que nous allons virer vers une immigration choisie?**

Tout nous montre bien qu'il faut une

politique migratoire digne de ce nom. Une politique qui ne traite pas que la question sécuritaire et qui ne conçoit pas la migration de manière mécanique. Car une politique migratoire ne veut pas dire une politique d'immigration choisie : ce serait la pire chose à faire ! Nous devons mettre en place une politique qui garantira une paix sociale dont nous avons urgemment besoin à l'heure où le racisme et les actes racistes violents ne cessent d'augmenter dans notre pays : où est passé notre sens de l'hospitalité et de l'entraide ? La société civile est maintenant prête à accompagner le gouvernement, surtout que les migrants les plus «fragiles», comme ceux venus d'Afrique subsaharienne, s'organisent pour faire valoir leurs droits, se syndiquent et participent à la vie sociale et culturelle de notre pays. ■

*Tout nous montre qu'il faut une politique migratoire digne de ce nom. Une politique qui ne traite pas que la question sécuritaire et qui ne conçoit pas la migration de manière mécanique.*